

pi

n° 96 – été 2002

politique internationale

hicham ben abdallah el alaoui
michel camdessus
christian chesnot
sergio cofferati
alain dieckhoff
gianfranco fini
philip gordon
ouzi landau
marc lazar
agnès levallois
liu xiaobo
pervez moucharraf
julian nida-rümelin
michael o'hanlon
evgueni primakov
abdulamir al-rekaby
najib al salhi
talal ben abdel aziz al saoud
yossi sarid
edmund stoiber
amir taheri
harry wu

*Entretien avec le Prince Moulay Hicham Ben Abdallah el Alaoui**

DÉMOCRATISER LE MONDE ARABE

*Cet entretien a été conduit par la Rédaction
de Politique Internationale*

Politique Internationale - *Comment décririez-vous le monde arabe aujourd'hui ? En 1995, vous affirmiez dans un long article : « Pas un seul régime démocratique, pas un seul État de droit dans l'ensemble du monde arabe. Cette situation scandaleuse exaspère l'opinion publique. » Sept ans plus tard, referiez-vous le même constat ?*

Hicham Ben Abdallah el Alaoui - Sans doute, car l'absolutisme est toujours là. Les régimes autoritaires aussi, qui continuent à gouverner en fonction de critères qui ne sont pas ceux de la citoyenneté. Les dirigeants des pays arabes dépensent des sommes folles pour créer des États modernes avec leurs armées, leurs institutions, leurs bureaucraties. Mais les relations dominantes s'établissent toujours sur une base familiale, tribale et ethnique. A une différence près : la notion de justice traditionnelle a quasiment disparu. Nous ne sommes donc ni dans le passé, ni dans le présent qu'on aurait voulu.

P. I. - *Pourquoi cet échec de la démocratisation ?*

H. A. - Le fait que ce problème soit commun à toute la région peut inciter à penser que « c'est culturel ». Mais il faut faire attention: tous les pays n'en sont pas au même stade. Le clivage ne passe pas non plus entre République et monarchie, certaines monarchies étant beaucoup plus avancées. En définitive, il s'agit moins d'un problème culturel que d'un problème de culture politique. Pour des raisons historiques et économiques, les forces démocratiques sont faibles dans le monde arabe. En l'absence de développement - droit à l'éducation, à la santé, à un logement -, la lutte pour la survie quotidienne l'emporte sur tout. Comment penser à un avenir quand on ne dispose pas d'un minimum de sécurité ? Des régimes peu représentatifs, qui perçoivent toute ouverture comme une menace, ne peuvent, en outre, pas engager de véritable démocratisation.

* Le prince Moulay Hicham, 38 ans, est le cousin germain du roi du Maroc, Mohammed VI, et le deuxième dans l'ordre de succession. Après des études à Stanford et à Princeton, il a réalisé plusieurs missions importantes pour le compte d'organisations internationales. Il a supervisé un grand nombre d'élections, notamment dans les territoires occupés. Dernièrement, il a été l'un des principaux conseillers du Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies au Kosovo, Bernard Kouchner.

A Princeton, le prince Moulay Hicham anime l'Institut d'étude transrégionale du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Asie centrale, qu'il a fondé en 1994. Il est l'auteur de nombreux articles consacrés aux problèmes politiques du monde arabe. En quelques années, il est devenu l'une des voix les plus écoutées de cette région de la planète.

Certaines de ses prises de position en faveur des réformes ainsi que sa vision moderniste de la monarchie, exprimées déjà du vivant de Hassan II et avant même l'arrivée au gouvernement des socialistes d'Abderrahmane Youssoufi, ont fait l'objet d'intenses débats au Maroc. En butte aux tracasseries des services de sécurité marocains, qu'il a publiquement accusés d'outrepasser leurs prérogatives, il vit actuellement aux États-Unis.

P. I. - *Bachar el-Assad en Syrie, Oudaï Hussein en Irak, Sayef el-Islam Kadhafi en Libye : les Républiques arabes organisent de plus en plus leurs successions à l'image des monarchies, en termes dynastiques ...*

H. A. - C'est la *âssabiya* d'Ibn Khaldoun, cet esprit de corps, de clan, de tribu qui, pour se perpétuer, se réfugie paradoxalement dans une institution que tous ces dirigeants ont combattue, mais qui connaît une nouvelle vogue. On crée donc sa propre monarchie, sa propre dynastie. L'avenir de ces « arrangements » est néanmoins très incertain. L'équilibre ethnique sur lequel ils reposent rend une réelle ouverture problématique. Ces régimes ont, en effet, besoin d'une certaine tension à la fois pour durer et pour justifier leur immobilisme. Mais ils doivent aussi éviter une pression trop forte qui risquerait de provoquer des ruptures. La nécessité de préserver les équilibres économiques constitue, d'un autre côté, une contrainte pour le développement, la croissance et la gestion de la mondialisation. Ces régimes sont soumis à des forces tellement contradictoires qu'on ne les imagine pas se reproduire *ad vitam aeternam*. Dans des pays qui, comme l'Egypte, ont connu une relative ouverture économique, il paraît en revanche difficile d'organiser une succession dynastique. Ce sont plutôt des forces politiques, en l'occurrence l'armée, qui arbitreront la succession ...

P. I. - *Comment expliquer l'absence de révolte face à ces régimes autoritaires ?*

H. A. - Vous avez l'air d'insinuer que le monde arabe accepte l'autoritarisme ! C'est faux ; il y a des formes de résistance. L'islamisme en est une, mais elle n'est pas la seule : partout dans la région, il existe des mouvements de défense des droits de l'homme, une presse indépendante et des groupes qui, chacun à leur manière, s'opposent à ces systèmes autoritaires. Mais si cette « société civile » pousse vers le changement, elle reste loin de ce qu'ont connu l'Amérique latine ou certains pays d'Europe de l'Est.

Il y a différentes raisons à cela. La défaillance des élites qui, au Maghreb comme au Moyen-Orient, sont très dépendantes de l'Etat en est une. Le pouvoir colonial a fonctionné avec des élites restreintes qu'il pouvait contrôler. Il a fallu, avec la décolonisation, sortir de ce schéma fermé et créer de toutes pièces une administration, une armée. Au Maghreb, ces élites apparaissent usées et faibles. « Façonnées » par les idéologies nationalistes, elles privilégient le volontariat et l'esprit de sacrifice. On se retrouve ainsi non pas face à un citoyen libre et indépendant, mais face à un individu qui doit être assujéti à la communauté. Du coup, ces élites reproduisent les mêmes mécanismes, les mêmes idées que les Etats ...

La situation est quelque peu différente dans le Golfe où l'essor de l'économie dû à la manne pétrolière a fait émerger des élites qui, elles, ne sont pas usées, mais en décalage total par rapport à une société profondément conservatrice. Aux yeux des masses, elles accaparent les richesses du pays ou apparaissent trop liées aux Occidentaux et aux Etats-Unis. Dans un monde déterritorialisé, cette « agression » contribue à revitaliser la culture islamique.

P. I. - *N'y a-t-il donc aucun espoir de voir ces élites produire un leadership alternatif ?*

H. A. - De nouvelles élites émergent, mais je crois qu'il faudra attendre une génération ... Pour avancer, il nous faut des centres de recherche et des médias indépendants, un véritable marché, des cercles artistiques, des forces créatrices dont la source n'est pas l'Etat mais la société. Seul un véritable développement économique permettra de faire évoluer les choses.

P. I. - *Les régimes arabes ont en commun de réserver le développement et l'activité économiques à une poignée de privilégiés, excluant de facto des populations entières. Jusqu'à quand ce « modèle » peut-il se perpétuer ?*

H. A. - Le risque majeur n'est pas forcément d'être confronté à des rébellions. Ce serait plutôt de glisser progressivement vers des indices de développement de plus en plus faibles et de se retrouver au niveau de la Somalie dans cinquante ans ! Mais il ne

faut pas être fataliste. Il y a des pistes à explorer. Dans notre région, quand un dirigeant laisse échapper le pouvoir, il sait qu'il ne le retrouvera jamais. Ce qui explique qu'il s'y accroche coûte que coûte. Il faudrait faire en sorte, par exemple, que le perdant ne perde pas tout.

Sans verser dans le culturel, nous devons nous, musulmans, rechercher dans notre histoire les moments où la *choura* (1) a joué un rôle dans la promotion de certains principes démocratiques. Nous devons garder à l'esprit une donnée essentielle: dans le monde arabe - qu'il s'agisse de monarchies ou de systèmes républicains -, on essaie de reproduire le modèle du califat dans lequel le Prince est là pour préserver la *umma* (2) et s'assurer qu'elle se plie aux exigences du droit. Il faut donc réimaginer ce que peut signifier aujourd'hui la *umma* et la manière dont on construit un avenir en commun. Je ne suis pas de ceux qui prétendent que « l'islam est libéral ». Mais il faut en avoir une interprétation progressiste. L'islam est un message divin qui, dès l'origine, voit dans l'autorité un problème fondamental et considère que celle-ci ne peut aller sans contraintes.

Il nous faut, enfin, redéfinir notre relation avec l'Occident. Il est important de conjuguer nos efforts sur le plan démocratique. N'oublions pas que c'est Amnesty International ou Reporters sans Frontières qui, chez nous, remédient aux défaillances en matière de droits de l'homme ... Mais tout cela doit participer d'une réflexion propre, spécifique. Le monde arabe doit importer les valeurs mais s'inventer les modèles.

P. I. - *Par quoi commencer ?*

H. A. - Nous devons nous demander ce que veut dire démocratie. S'il s'agit d'abord de la recherche de la justice alors il faut chercher les moyens de créer cette justice dans la sphère économique et politique, pour ne donner que cet exemple.

P. I. - *Pensez-vous, en définitive, qu'on puisse changer le monde arabe ? Faut-il, d'ailleurs, le changer ?*

H. A. - Si nous ne changeons pas, le déclin est assuré... Il suffit de regarder les données économiques et sociales, les chiffres de l'immigration, ainsi que notre place sur la scène internationale. A l'évidence, quelque chose ne va pas. Il faut ouvrir un immense débat auquel tout le monde doit participer.

P. I. - *Plus de vingt ans après l'instauration de la République islamique en Iran, Oussama Ben Laden et les attentats du 11 septembre signifient-ils que le changement est nécessairement synonyme d'islamisme ?*

H. A. - L'islamisme est né d'une révolte contre des régimes perçus comme injustes. Il a aussi des racines politiques : l'échec de l'idéologie nationaliste et des autres approches pseudomodernistes calquées sur l'Occident. Il répond, par surcroît, à des facteurs culturels car, dans l'histoire du monde musulman, les mouvements revendicatifs ont toujours pris une forme religieuse. A l'époque, c'était la volonté de répandre le *tâwheed*, c'est-à-dire l'unicité de Dieu ; aujourd'hui, il s'agit d'imposer l'islam comme norme avec bien sûr, en filigrane, l'utopie du passé dont on voudrait retrouver la grandeur. En tout cas, je crois que l'islamisme, tel qu'on l'a connu avec la révolution iranienne et qui a atteint son paroxysme avec la crise algérienne, connaît un reflux certain. La vague n'est pas, pour autant, définitivement passée, certains pays étant évidemment plus « exposés » que d'autres.

P. I. - *Comment expliquez-vous ce déclin ?*

H. A. - Faute de stratégie crédible, l'islamisme n'a pas été capable d'offrir une alternative aux régimes qu'il était censé remplacer. De plus, les peuples de la région associent désormais ses dérives à des formes violentes. L'exemple algérien, qui a joué un rôle d'épouvantail, a permis de poser le problème : comment contester en évitant ce genre de dérapages ?

L'absence d'un mouvement unique, d'une sorte d'« Internationale islamiste », se

fait aussi sentir. L'islam est certes un seul message, entier et indivisible. Mais la relation des musulmans au Prophète, aux textes et aux Lieux saints varie de région à région, voire de pays à pays.

Quant à la « neutralité » observée naguère par les grandes puissances, elle a fait long feu. Le temps n'est plus où, après la révolution iranienne, les Etats-Unis fermaient les yeux sur l'islamisme par crainte d'être à nouveau pris de court par la contestation de régimes corrompus et obsolètes. Aujourd'hui, au contraire, la méfiance, pour ne pas dire la défiance à leur égard est totale. Tout cela explique que la tendance lourde soit au déclin de l'islamisme, même si - je l'ai dit - ce reflux n'est pas de même intensité partout. Il est, par exemple, plus fort dans les pays où les islamistes ont été associés à la gestion des affaires publiques.

P. I. - *La puissance d'Al-Qaida et les attentats spectaculaires du 11 septembre n'infirmant-ils pas votre analyse ?*

H. A. - La nouveauté, c'est l'irruption d'un islamisme transnational. Le phénomène Ben Laden est très différent de ce qu'on a connu jusqu'ici, car son objectif n'est pas de réformer un Etat islamique ou d'en instaurer un, mais de déclarer une guerre tous azimuts aux forces anti-islamiques sur l'ensemble de la planète. Une autre chose me frappe : les groupes qui se sont constitués en Europe connaissent une politisation et une radicalisation à l'occidentale ; seule leur idéologie est islamique. Al-Qaida et ses réseaux européens ne sont pas sans rappeler les mouvements anarchistes pré-léninistes qui, dans la Russie pré-bolchevique, palliaient l'absence de mouvements sociaux. Leur organisation fait penser aux groupes radicaux des années 70, les Brigades rouges ou Action directe. Par leur aspect « prédicateur », ils se rapprochent, toutes proportions gardées, des *Black Muslims* américains, ces jeunes qui viennent remettre de l'ordre dans les banlieues, rendant un peu d'espoir à ceux qui vivent dans une désespérance absolue.

Il est aussi très intéressant de constater que, contrairement aux autres islamistes, la majorité des « combattants » d'Al-Qaida n'ont été islamisés ni dans leur jeunesse, ni dans leur pays d'origine. Après avoir quitté celui-ci, c'est dans des banlieues, à Londres, dans le New Jersey ou à Hambourg, qu'ils ont été pris en main avant de rejoindre l'Afghanistan. La seule exception à ce schéma - les Saoudiens et les Pakistanais - démontre bien que nous sommes dans une nouvelle problématique islamiste. Pour mieux comprendre la relation entre les ONG transnationales islamistes et leurs filières financières, ainsi que les « combattants » islamistes, je renverrai aux travaux d'Olivier Roy.

Toute la question est de savoir si cet islamisme, qui est capable de mener des actions spectaculaires, peut faire jonction avec une base populaire dans les pays dont ses « recrues » sont issues. Pour l'instant, on en est encore loin. Mais si une telle hypothèse se vérifiait, le choc serait considérable.

P. I. - *Le discours de Ben Laden, quelle que soit sa légitimité, exprime-t-il les attentes des opinions publiques arabes ?*

H. A. - Il les rejoint à un certain niveau ... Mais un projet abstrait, peu susceptible d'avoir des retombées réelles dans la vie quotidienne, ne suffit pas à mobiliser les gens. Il manque un « théâtre d'opérations ». Les leaders nationaux de l'islamisme, qu'il s'agisse de Yassine au Maroc ou de Ghannouchi en Tunisie, ont compris qu'ils n'avaient plus le monopole de la représentation de l'islam. D'autres acteurs peuvent y prétendre, par exemple des ordres soufis. Dès lors, ils savent qu'à terme ils sont appelés à entrer dans le jeu politique pour y occuper une place analogue à celle des chrétiens-démocrates les plus radicaux, ceux de Bavière par exemple. Ils seront les tribuns des couches les plus défavorisées et chercheront à limiter les conséquences perverses d'une mondialisation économique ou culturelle trop brutale.

P. I. - *Comment Ben Laden a-t-il pu devenir une figure quasi mythique dans le monde arabo-musulman ?*

H. A. - Le culte qui s'est développé autour de Ben Laden révèle un glissement du

religieux vers le culturel et l'imaginaire politique. La quête de l'homme providentiel existe dans toutes les religions du Livre. Moïse était prédestiné à libérer le peuple juif de l'esclavage alors que découle du Nouveau Testament la notion de millénarisme. Dans l'islam, la notion qui s'en rapprocherait le plus serait le *mahdisme*, le mahdi étant celui qui arrive pour remédier à une situation de déclin (arrogance humaine, injustice, défaite des armées, catastrophe naturelle). Saladin avait cette fonction. Des hommes politiques contemporains arabes ou musulmans ont, eux aussi, joué sur ce registre : Khomeiny qui s'est comporté comme tel sans le revendiquer, ou Saddam Hussein qui le suggère sans cesse. Oussama Ben Laden s'inscrit dans cette tradition. Le monde arabe n'ayant pas secrété jusqu'ici de Nelson Mandela ou de Juan Carlos, on risque à court terme de ne pas sortir de ce schéma ...

P. I. - *Les pays de la région ne « gèrent » pas tous l'islamisme de la même façon. Vaut-il mieux l'intégrer au jeu politique ou le réprimer ?*

H. A. - La Jordanie n'a pas si mal réussi en l'intégrant. En Turquie, où les élections sont plus ou moins libres, même si le kémalisme est garanti par l'armée qui a clairement défini des lignes rouges, les islamistes ont fait un bon score. L'armée ne les a rappelés à l'ordre que lorsqu'ils ont transgressé les limites qui leur avaient été fixées, notamment quand le premier ministre Erdogan a voulu faire référence au legs ottoman du pays en se tournant plus vers l'Est que vers l'Ouest et l'Union européenne. Cette expérience montre qu'une intégration dans le jeu politique est toujours possible. J'y suis, pour ma part, plutôt favorable.

P. I. - *Peut-on « jouer » le jeu démocratique avec des non démocrates ?*

H. A. - La région est remplie de démocraties sans démocrates. Vous-mêmes, en Occident, avez commencé le jeu démocratique bien avant que tout le monde ne soit devenu démocrate. Je crois que les islamistes seront désormais partie intégrante du paysage politique, mais à des niveaux et à des vitesses différents selon les pays. Les exclure au motif qu'ils font peur est une erreur à ne pas commettre.

P. I. - *Comment combattre les islamistes, alors qu'ils se présentent souvent comme la seule force d'opposition crédible ?*

H. A. - Les islamistes continueront à apparaître comme telle pour plusieurs raisons qui s'imbriquent les unes dans les autres. Ils ont développé des réseaux de solidarité, une activité sociale et un discours de franchise qui correspondent à une demande très forte de la société. Les difficultés économiques, le vide politique, l'absence d'institutions légitimes, le discrédit des élites - que la population associe aux régimes en place et à l'Occident - sont également de bons agents recruteurs. Ils le resteront tant que le monde arabe ne connaîtra pas de véritable démocratisation.

Au-delà de ces problèmes structurels, l'émergence de l'islamisme est liée, je le répète, à des facteurs culturels. Les protestations s'expriment dans les mosquées, les écoles coraniques et les maisons privées, à travers les prêches du vendredi et un certain code moral... Les effets de la mondialisation, en particulier les chocs culturels et le recul de l'État-nation, pèsent aussi très lourd. Les gens cherchent de nouvelles identités. En Europe, on est à la fois européen et provincial. Dans le monde arabe, le repli sur soi est musulman et l'on a tendance à politiser cette posture.

P. I. - *Les régimes arabes doivent-ils choisir entre disparaître ou se maintenir coûte que coûte au pouvoir en réprimant des jacqueries récurrentes ?*

H. A. - Les problèmes accumulés engendrent effectivement des jacqueries. Ces révoltes entraînent elles-mêmes des réflexes de préservation qui se traduisent par plus de fermeture, de répression et d'aliénation. C'est un cercle vicieux.

P. I. - *Comment en sortir ?*

H. A. - Paradoxalement, les monarchies sont les mieux loties car elles ne connaissent pas de déficit de légitimité. Elles disposent de la profondeur historique et culturelle

nécessaire pour leur permettre de mettre en place des institutions et d'arbitrer sans être contestées. C'est l'ironie de l'histoire d'un monde arabe qui devait commencer sa démocratisation en abolissant les monarchies et en optant pour des républiques laïques fondées sur le nationalisme et, plus tard, le baasisme ! Les choses ont évolué différemment : l'islamisme est là, et la seule force qui semble capable de l'intégrer au jeu politique, c'est précisément le système traditionnel, donc les monarchies.

P. I. - *Le Maroc n'est-il pas, en ce sens, l'un des pays les mieux à même d'éviter une crise aiguë avec les islamistes ?*

H. A. - Le Maroc n'est pas à l'abri d'une telle crise. Elle serait toutefois moins due à sa capacité d'intégrer ou non les islamistes qu'à la persistance des blocages institutionnels. Encore une fois, ce n'est pas seulement en introduisant les islamistes dans le jeu politique qu'on réduira les risques ; il faut aussi procéder à une réelle démocratisation.

Pour l'heure, les problèmes les plus sérieux peuvent être provoqués soit par de grandes causes «émotionnelles» comme la Palestine, soit par des révoltes à caractère politico-culturel, à l'instar de la revendication berbère en Algérie. Mais je n'écarte pas la possibilité d'émeutes urbaines, comme on en a déjà connu au Maroc.

P. I. - *Comment le conflit palestinien est-il perçu dans le monde arabo-musulman ?*

H. A. - La question palestinienne est un nœud gordien dans la mesure où elle délégitime les régimes arabes et cristallise une révolte qui couve dans tous les pays de la région.

Les Israéliens soutiennent la politique d'Ariel Sharon. Le Likoud, qui n'a pas abandonné l'idée du «Grand Israël », n'a jamais produit un seul projet d'avenir : envisage-t-il ou non la création d'un Etat palestinien indépendant ? Nul ne le sait. Les travaillistes, eux, ne s'y opposent pas formellement mais prétendent qu'il faut au préalable rétablir la confiance, ce qui entraîne de nouvelles explosions ... En réalité, ils n'ont pas su convaincre le peuple israélien que la paix implique de gros sacrifices, notamment sur la question de Jérusalem et sur celle du droit au retour. De son côté, Sharon, qui n'entend pas démanteler les colonies, envisage une séparation entre les deux peuples et le refoulement massif des Palestiniens vers les pays arabes. La conférence internationale qu'il propose ne vise qu'à gagner du temps et constitue, pour les Américains, un artifice qui leur permettrait de recueillir un consensus arabe contre l'Irak. Une telle situation n'est pas tenable pour les régimes de la région. Elle crédibilise également l'hypothèse d'un « choc des civilisations », pour reprendre l'expression de Samuel Huntington ...

P. I. - *La «rue» arabe a exprimé sa solidarité avec les Palestiniens, parfois au cours de manifestations brutalement réprimées. La poursuite de la guerre au Proche-Orient risque-t-elle vraiment de déstabiliser les régimes arabes ?*

H. A. - Il y a cinq ans, j'aurais sans doute affirmé que la « rue arabe » était un mythe. Aujourd'hui, dix ans après les accords d'Oslo, on est revenu à la case départ. Le danger d'une déstabilisation existe, d'autant que les régimes arabes paraissent incapables de réagir. Ils se livrent à un grand écart permanent, oscillant entre la volonté de satisfaire les Etats-Unis, voire l'Occident, et celle d'empêcher que la « rue » ne bouge trop.

P. I. - *Les régimes arabes peuvent-ils utiliser l'arme du pétrole ?*

H. A. - Je n'y crois pas trop car le monde arabe est très divisé et ses intérêts sont trop divergents. En outre, l'arme du pétrole est faible précisément parce qu'elle est trop forte : elle aurait des conséquences planétaires incalculables et impossibles à instrumentaliser, contrairement à ce qui s'est passé dans les années 70. Les Arabes ont beau jeu de s'abriter derrière l'impossibilité d'agir quand les Etats-Unis, cette tierce partie censée arbitrer le conflit, ne sont ni objectifs ni neutres.

Les Américains devront, pourtant, trancher entre leur soutien aveugle à Israël et la stabilité d'une région capitale pour la sécurité des approvisionnements en pétrole. Washington tente de dédramatiser sa dépendance énergétique en regardant du côté du pétrole de la mer Caspienne et du Caucase. Le problème, c'est que cette diversification implique de créer une infrastructure de gazoducs, de s'assurer de la stabilité des régimes de cette zone et de la neutralité de la Russie. Toutes ces conditions étant loin d'être réunies, le Moyen-Orient demeure, pour l'Occident, la seule source fiable, et donc incontournable, d'approvisionnement énergétique.

P. I. - *L'aggravation de la situation au Proche-Orient semble exacerber les réflexes identitaires. Risque-t-elle de creuser le fossé entre l'Occident et le monde musulman ?*

H. A. - Le paradoxe, c'est que Sharon est en train de réussir là où Ben Laden a échoué. L'Amérique, en raison de sa réticence à contraindre Israël à respecter la légalité internationale, est, elle, en train d'échouer là où elle a réussi en Afghanistan. Le « choc des civilisations » connaît aujourd'hui un « déplacement » vers l'ouest. Tout devient réducteur : ce fameux « choc » fait de nombreux émules dans la région parce qu'il répond au discours des islamistes et des nostalgiques de la grandeur de l'islam. Le simplisme a cours également du côté américain : on ramène tout au terrorisme; on fait remonter des archaïsmes à la surface ; et l'on vous explique l'islam et la région à travers ce prisme. Je pense aux références constantes à Bernard Lewis et, à un moindre degré, à Fouad Ajami. Résultat : on se retrouve devant un « choc des civilisations » qu'on avait tout fait pour éviter le 11 septembre !

L'onde de choc du World Trade Center avait été, en effet, plus ou moins maîtrisée. Arabes et musulmans s'accordaient à dire que ces attentats n'avaient rien à voir avec l'islam et beaucoup avec la barbarie. Tout cela est en train de se retourner à cause de l'incapacité des Etats-Unis à gérer la crise au Proche-Orient.

P. I. - *Le 11 septembre a placé les Occidentaux devant une guerre d'un genre nouveau. Peut-elle se réduire à la lutte anti-terroriste ?*

H. A. - Depuis ces attentats, l'anti-terrorisme bat son plein et devient un mauvais alibi que tout le monde utilise sans même le définir. L'Inde le brandit contre le Pakistan, Israël contre les Palestiniens, la Russie contre les Tchétchènes. Mais si les méthodes du terrorisme sont connues, que sait-on de ses causes ? Et comment distingue-t-on une cause légitime d'une cause illégitime ? On voit se développer actuellement un discours fondamentaliste, absolutiste et archaïque qui tend à éliminer tout débat politique sur le réel et sur la manière d'agir pour faire évoluer les sociétés.

Cette prééminence de l'anti-terrorisme est en train de défigurer la politique et de provoquer une régression. On peut multiplier les exemples. La Malaisie, qui était au banc des accusés après l'affaire Anouar Ibrahim et la répression du mouvement démocratique, est aujourd'hui courtisée par Washington. Elle se retrouve en meilleure position qu'un pays comme l'Indonésie, qui a pourtant chassé Suharto, concédé l'indépendance du Timor oriental et s'est pliée à toutes les résolutions de l'ONU. Dans le monde arabe, on jugera dorénavant les régimes non pas sur leurs avancées démocratiques, mais sur leur adhésion à la lutte anti-terroriste et sur leur efficacité à la mener chez eux. Ce bouleversement va au-delà d'une simple coopération entre polices: il touche la révision des programmes d'enseignement et justifie, dans certains pays, en particulier au Yémen, une présence américaine pour traquer les terroristes.

J'espère que cette obsession s'estompera avec le temps et que l'on réalisera enfin que la sécurité ne peut être assurée que par un encouragement à une évolution de nos sociétés. Des troubles graves dans le monde arabe pourraient d'ailleurs conduire les Américains à réexaminer leur politique, mais aussi susciter un changement en Israël. Israël - si l'on excepte la manière dont les Palestiniens y sont traités - est une démocratie, ce qui n'est le cas d'aucun pays arabe : les mouvements du refus -

nouveaux historiens, refuzniks, réservistes de l'armée - sont à observer de près ...

P. I. - *Quelles seraient les conséquences, dans le monde arabe, d'une éventuelle intervention américaine contre l'Irak ?*

H. A. - Après la guerre du Golfe et le Kosovo, l'intervention en Afghanistan est venue consacrer l'hyperpuissance américaine. Les Etats-Unis ont aujourd'hui moins de complexes à se voir comme une force impériale libre d'agir à sa guise. Ce projet impérial risque toutefois de se heurter à des résistances, non seulement à travers le monde mais aussi dans une Amérique qui s'est édifiée sur des valeurs de tolérance.

En attendant, les États-Unis n'entendent pas redevenir otages d'un équilibre de la terreur, comme avec le Pakistan et l'Inde ou Taiwan et la Chine. La nécessité de garantir leur approvisionnement en pétrole les conduit à s'opposer à toute puissance régionale susceptible de les empêcher d'utiliser leur omnipotence militaire.

Pour pouvoir exercer à tout moment cette hyperpuissance, il leur faut absolument neutraliser le potentiel irakien, voire iranien. Une telle intervention sera perçue comme injuste, partielle et meurtrière. Quand bien même les Etats-Unis tenteraient de faire croire qu'elle s'inscrit dans un vaste projet de développement économique et de démocratisation, je doute que l'argument réussisse à convaincre les peuples de la région. Tout cela demeure donc très aventureux. D'autant que les conflits armés avec l'Empire ne seront plus le fait des Etats, mais plutôt des mouvements de type Al-Qaida ou cartel de la drogue en Colombie.

P. I. - *Alors que l'Europe, l'Amérique latine et, partiellement, l'Asie ont créé de grands ensembles, la construction du Maghreb semble totalement en panne. Pourquoi ?*

H. A. - On a toujours pensé que la construction du Maghreb répondait à une logique: ce bloc est géographiquement, culturellement et historiquement cohérent et les complémentarités économiques y sont évidentes. Pourtant, et en dehors même de l'affaire du Sahara occidental, force est de constater que les nationalismes y sont beaucoup trop aigus pour être surmontés.

Les stéréotypes et les préjugés ont la vie dure. Même pour le plus averti des Algériens, le système marocain reste « féodal et archaïque » et il est à peu près impossible de lui faire admettre que, quels que soient les équilibres nécessaires, les choses évoluent. Même constat du côté marocain où l'on a du mal à croire que l'Algérie soit un État-nation simplement parce qu'elle n'a pas la même « profondeur » historique. Il est tout aussi compliqué d'enlever de l'esprit de nombre de Marocains que l'Algérie se considère comme « le poitrail du Maghreb », alors que le Maroc et la Tunisie n'en seraient que les « deux ailes ».

P. I. - *Alors, comment faire ?*

H. A. - Il faut inverser le problème. Je ne compte plus sur les mécanismes internes des Etats du Maghreb. Pour l'instant, tout est gelé ... Je crois que ce n'est pas le Maghreb qui fera le Maghreb, mais l'Europe qui, à défaut de le construire, contribuera à en promouvoir l'idée. Les communautés maghrébines vivant en Europe ont un rôle déterminant à jouer. Alors que, sur place, les pays du Maghreb sont séparés par des frontières étanches, ces communautés ont su jeter des ponts entre elles, par le biais des mariages mixtes ou des virements d'argent. La manière dont les musulmans d'Europe vivent l'islam dans un monde contemporain peut aussi avoir un effet « unificateur ». Je suis, d'ailleurs, avec intérêt les travaux sur le sujet d'un chercheur comme Tarek Ramadan.

Transposées sur place, ces expériences peuvent encourager l'émergence d'une *volonté* maghrébine. Ou plus exactement la relancer. Dans les années 50, Marocains, Tunisiens et Algériens pensaient à un avenir commun. Mais le nationalisme arabe a « englobé » la région, la guerre froide l'a divisée entre pro-soviétiques et pro-américains, tandis que l'appropriation par les Etats du modèle jacobin centralisé français a

pérennisé les chauvinismes locaux. Je suis persuadé que ce Maghreb, autrefois «empêché» de l'extérieur, peut être aujourd'hui «promu» de la même manière.

P. I. - *Le conflit du Sahara occidental empoisonne les relations entre Alger et Rabat depuis plus de vingt ans. Peut-on construire le Maghreb sans régler ce différend?*

H. A. - C'est un obstacle de taille et je doute, dans la mesure où l'Algérie en est partie prenante, qu'on puisse le mettre de côté. Ce conflit se perpétue car il touche aux équilibres internes des deux parties, en l'occurrence l'armée, même si c'est pour des raisons différentes, le Sahara occidental étant une cause nationale pour les Marocains.

P. I. - *Le référendum d'autodétermination a été repoussé aux calendes grecques, l'ONU menace de se retirer et l'Algérie propose en coulisse un plan de partage. Comment sortir de l'impasse ?*

H. A. - Nous sommes face à un problème régional exacerbé par la décolonisation, qui a spolié le Maroc de ses droits légitimes et fondamentaux, et par la guerre froide, qui a placé l'Algérie et le Maroc dans deux camps opposés. Dans cette affaire, l'ONU est non seulement le détenteur de la légalité internationale, mais aussi une tierce partie qui joue les bons offices pour tenter de trouver une solution. De plus, et quand bien même un règlement diplomatique serait trouvé, la question demeurerait longtemps présente. On voit bien, dès lors, la difficulté d'aboutir à une solution.

Faut-il, pour autant, se résigner à ne rien faire ? Sûrement pas. Il ne faut pas oublier que, dans ce conflit, la dimension des droits de l'homme tient une place importante. Pour toute une série de raisons, notamment historiques, une communauté a été lésée par une autre communauté à l'intérieur d'une même nation: elle a été privée de ses ressources et soumise à un Etat central perçu comme trop distant et insensible aux aspirations de la population locale comme aux violations des droits de l'homme. Si l'on parle aujourd'hui de Tazmamart (3), on occulte les centaines de disparus sahraouis ...

P. I. - *Quelle solution peut-on envisager ?*

H. A. - Je n'entends pas interférer dans la diplomatie marocaine à laquelle il appartient de mener ces discussions. Je me bornerai à rappeler que, plus les problèmes semblent inextricables, plus s'impose une forte dose d'imagination politique et morale. Des efforts ont d'ailleurs été faits pour remédier à cet état de choses. Je pense notamment à l'intention de réactiver le « Conseil royal consultatif pour les Affaires sahariennes » et d'y faire élire des citoyens originaires de la région.

P. I. - *L'intronisation du roi Mohammed VI, à l'été 1999, a suscité un immense espoir de changement au Maroc. Les élections législatives prévues en septembre 2002 sont-elles un pas supplémentaire sur le chemin de la démocratisation ?*

H. A. - Ma perception, à distance, c'est qu'elles présentent une double image. D'un côté, on nous les présente comme des élections « propres », conformes aux critères d'un pays démocratique. Le roi promet un scrutin transparent. Quant au premier ministre Abderrahmane Youssoufi, il souhaite qu'on juge l'alternance à l'aune de ces élections. Dans la mesure où le mode de scrutin (de liste) n'est plus imposé par le Palais, par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur, mais choisi, pour l'essentiel, par l'USFP (4), le pouvoir se retrouve en position d'arbitre face aux dissensions qui opposent les différentes formations de la coalition gouvernementale. Enfin, le contrôle des opérations de vote ne relèvera plus d'un *gentleman's agreement* entre les partis, comme ce fut le cas lors des législatives de 1997, mais de mécanismes qui, selon les déclarations officielles, seront spécialement mis en place à cet effet.

D'un autre côté, ces élections législatives sont révélatrices d'un système politique en crise. Les partis sont coupés des masses et apparaissent peu soucieux de répondre aux revendications populaires. Les Marocains ont le sentiment que le carriérisme de l'establishment politique demeure l'un des moteurs de la future élection. D'où leur rejet

du politique et de l'institutionnel. D'où, aussi, la nécessité d'une réforme en profondeur. D'autant que le gouvernement est dépossédé de certaines de ses prérogatives au profit de technocrates proches du Palais sous prétexte que la Constitution le prévoit. Comment ces deux images peuvent-elles se rejoindre ? C'est toute la question.

P. I. - *Un échec de la démocratisation au Maroc mènerait-il inévitablement à l'armée ou aux islamistes ?*

H. A. - La confrontation entre l'État et les islamistes par armée interposée n'est pas une fatalité. Il est probable que tous les pays de la région seront conduits à ouvrir quelques vannes afin de réduire les tensions. Ils pourraient recourir à ce qu'il convient d'appeler l'« autoritarisme électoral » qui consiste à respecter les échéanciers dans un formalisme de façade, tout en poursuivant en réalité un seul objectif : maintenir la domination de certaines élites. Le dénominateur commun de ces systèmes qui se veulent « partiellement démocratiques » demeure l'autoritarisme.

Cela dit, je ne crois pas que, dans les dix ou quinze prochaines années, les dictatures militaires ou les systèmes à parti unique resteront en l'état. Les élites vont les faire évoluer vers des régimes pseudo-démocratiques. Certains régimes établiront des « lignes rouges » et des « domaines réservés » ; d'autres déconnecteront l'action gouvernementale et législative des secteurs-clés, comme l'économie ou même l'action sociale. C'est l'évolution à laquelle on assiste depuis le milieu des années 90 en Afrique, en Asie centrale et en Amérique centrale. Dans le monde arabe, ces systèmes risquent toutefois d'être plus hégémoniques et moins compétitifs.

P. I. - *De tous les pays arabes, le Maroc est apparemment celui qui dispose des meilleurs atouts pour réussir une transition démocratique. Pourtant, on a l'impression d'un certain immobilisme, que vous avez vous-même dénoncé. Comment l'expliquez-vous ?*

H. A. - Le Maroc est effectivement l'un des pays qui, dans les années 80-90, rassemblait les meilleures chances, mais son avantage s'amenuise. Il est rattrapé par d'autres pays qui ont amorcé des ouvertures démocratiques : Bahreïn, la Jordanie, le Liban ... Le Maroc n'est plus le seul bon élève de la classe. C'est dû avant tout à un impossible rééquilibrage des pouvoirs. Depuis notre indépendance, nous sommes confrontés à un éternel débat: quel est exactement le rôle de la monarchie ? Quelle doit être la nature de la séparation des pouvoirs ? Quelles sont les prérogatives du gouvernement et des institutions parlementaires ?

Le Maroc a traversé différentes phases : les « années de plomb » dans la décennie 70, la libéralisation économique des années 80, l'expérience dite d'alternance ... Un constat s'impose : au-delà d'un certain formalisme, nous ne sommes pas allés au bout de la démarche. On répond toujours que le Maroc n'est pas prêt en raison de la faiblesse des formations politiques. C'est vrai dans la mesure où ces dernières ne jouent pas entièrement leur rôle. Mais il demeure que nous sommes loin d'être en phase avec les aspirations de la société à un réel changement.

P. I. - *Trois ans après l'intronisation de Mohammed VI, peut-on parler d'un changement de fond ?*

H. A. - Par rapport au règne précédent, la continuité l'emporte sur les éléments de rupture. La monarchie s'est, certes, réorganisée mais sur la base des mêmes principes traditionnels qui limitent la souveraineté populaire.

P. I. - *Quel doit être le rôle de la monarchie au XXI^e siècle ?*

H. A. - Je me suis déjà suffisamment exprimé sur ce sujet. A mon avis, elle devrait se retirer de la gestion quotidienne pour se consacrer aux grands équilibres politiques, communautaires, moraux et religieux. Elle doit contribuer à l'intégration des différentes couches sociales et des régions. En somme, apparaître comme le ciment de la Nation. Mais il faut bien sûr garder à l'esprit que d'autres visions de la monarchie existent

aujourd'hui dans notre pays. Certaines formations politiques préconisent le maintien du système califal tel qu'il est, ce qui selon elles est une condition pour préserver la spécificité culturelle et identitaire du Maroc. D'autres, comme l'USFP ou l'Istiqlal (5), les principales composantes du gouvernement d'« alternance », ont abandonné ou, au moins, différé leur demande d'une révision constitutionnelle visant la séparation des pouvoirs. Elles laissent ainsi entendre que le système califal et un Parlement issu du suffrage universel peuvent cohabiter sans heurt.

P. I. - *Vous avez exprimé deux inquiétudes pour le Maroc : l'une touchant à l'avenir de la monarchie, l'autre à l'immobilisme ambiant...*

H. A. - Les deux sont liées. Je ne suis pas monarchiste dans l'absolu, mais il se trouve que la monarchie joue aujourd'hui un rôle primordial au Maroc. Elle est, depuis trente ans, intimement liée au pays. Une dissociation entre les deux n'est pourtant pas impossible. Elle marquerait un bouleversement majeur. Pour que le pays se porte bien, l'Institution doit bien se porter. Et pour que la monarchie aille bien, le pays doit bien aller. Or les blocages actuels peuvent exposer le pays, comme la monarchie, à de sérieux dangers. Je crois, pour ma part, en avoir assez dit sur le sujet pour l'instant. Il revient à d'autres de formuler cette revendication.

P. I. - *En janvier dernier, vous avez quitté le Maroc après que le caractère orageux de vos relations avec votre cousin, le roi Mohammed VI, fut apparu au grand jour. Pourquoi avez-vous choisi l'exil ?*

H. A. - Il ne s'agit pas d'un exil. Je n'ai d'ailleurs jamais prononcé ce mot. J'ai voulu décrocher et prendre du champ pour plusieurs raisons. Depuis plusieurs années, je vivais totalement ce qui se passait dans mon pays où je n'ai eu de cesse de souligner la gravité de la crise politique, sociale et culturelle. Mais le débat s'est trop focalisé sur moi et pas assez sur les idées.

Il a pris, en outre, une tournure que je qualifierais de « sécuritaire ». J'ai senti que certains cherchaient à « monter un dossier » contre moi, qui consistait à aligner certains éléments pour construire mon instruction. J'étais disposé à comparaître devant un tribunal, mais il était clair que les artisans de ce « chef-d'œuvre » n'iraient pas au bout de leur logique, qu'ils ne me traduiraient pas devant la justice, préférant entretenir un climat malsain. J'ai donc préféré prendre du recul.

Je ne pouvais plus contribuer positivement à un débat démocratique que j'estime vital. Tout prenait une autre allure malgré moi, comme si l'on avait souhaité détourner l'attention des vrais problèmes et des réels enjeux. Compte tenu de certaines manœuvres sur lesquelles il ne convient plus de s'étendre, les risques de dérapage n'étaient pas exclus.

Mais, surtout, ce que je considère comme une réelle diversité au sein de la famille royale commençait à devenir une ligne de fracture que d'autres instrumentalisaient et exploitaient. Je ne voulais pas l'aggraver car j'estime que la famille royale doit projeter une image d'unité pour demeurer le modèle qu'elle a toujours été. C'est un devoir que j'assume envers la collectivité et envers mon pays.

P. I. - *Le roi était-il, selon vous, informé de ce qui se passait ?*

H. A. - Souci de vigilance transformé par un lobby sécuritaire, agacement du roi interprété comme un feu vert par ses proches, ou instruction précise de la part du roi : quoi qu'il en soit, cela ne changera en rien mon attitude à son égard. Je lui reste attaché avec la même affection. Il reste le souverain du pays, le symbole de la Nation, le chef de famille - autant de valeurs qui sont les miennes et qui comptent dans notre culture et dans notre région du monde.

P. I. - *On vous reproche de vous prévaloir de votre titre de « prince » et d'inscrire votre action dans un cadre éminemment politique. N'est-ce pas incompatible ?*

H. A. - Les règles changent sans cesse. On m'a d'abord reproché, à l'époque où j'écrivais pour *Le Monde diplomatique* et où je donnais des conférences aux Etats-Unis, de faire de la politique marocaine à l'étranger. Puis, quand je me suis impliqué, au Maroc, dans une démarche de participation citoyenne, avec des démocrates, des journalistes, des associations, des militants marocains, on a dit: «Ah, mais c'est un prince ! » Si demain je renonçais à ce titre, on me rétorquerait qu'on ne peut pas changer son sang. Le fond du problème, c'est que, lorsqu'un débat gêne, on le fuit.

P. I. - *Comment voyez-vous votre avenir ?*

H. A. - C'est une question philosophique ! Je vis normalement. J'ai baigné dans l'action politique depuis des années, du vivant de mon oncle, le défunt Hassan II. Aujourd'hui, j'assume tout ce qui s'est passé. Je ne regrette rien. Une nouvelle période de ma vie commence, que j'assume tout aussi pleinement. Je suis revenu, entre autres, à mes anciennes activités universitaires, de réflexion. Mais je garde évidemment une conviction et des idées que je ne renierai pas. La géographie n'y change rien.

P. I. - *Des journaux et des démocrates ont salué votre participation au débat politique. Les islamistes de « Justice et Bienfaisance », l'organisation non reconnue de cheikh Yassine, aussi. Ce dernier soutien n'est-il pas un peu encombrant ?*

H. A. - Cette solidarité s'adressait avant tout - je crois - à des idées, à la revendication du droit à débattre de notre avenir. Elle m'a beaucoup touché bien qu'elle émanât d'un mouvement dont je ne partage ni le programme ni la vision. Les Marocains doivent se retrouver autour de la lutte contre l'injustice et pour la dignité et la transparence.

P. I. - *En quittant le Maroc, vous avez parlé d'occasion manquée. Que vouliez-vous dire ?*

H. A. - J'ai estimé qu'il y avait une opportunité pour le Maroc comme il s'en présente rarement dans l'Histoire. Chacun devait y mettre du sien pour transformer une aspiration en réalité. Mais certains acteurs politiques ont manqué d'audace face à une société qui appelait le changement de ses vœux. Il était de mon devoir de faire le maximum. J'ai essayé, comme d'autres, alors que tout était en gestation. C'est quand nous sommes arrivés au moment où, de l'avis unanime, il fallait franchir un cap qu'une tension est apparue et que les choses se sont précipitées.

Politiquement, nous étions portés par la dynamique d'une ouverture réalisée dans le cadre d'un « pacte » entre la monarchie et le mouvement national - l'opposition d'antan. Cette dynamique est désormais dépassée. Un nouveau « contrat » ne peut plus se limiter à ces seules composantes. Il devra, le jour venu, s'élargir à d'autres formations politiques et à d'autres acteurs de la société civile. J'ose espérer que le Maroc y parviendra sans payer un prix trop élevé.

(1) Instance consultative.

(2) La communauté islamique.

(3) Bagne où périrent, pendant les « années de plomb », plus de la moitié des 58 détenus, essentiellement des militaires accusés de participation à des tentatives de coups d'État contre le roi Hassan II.

(4) L'Union socialiste des forces populaires, d'Abderrahmane Youssoufi, est le principal parti de la coalition gouvernementale.

(5) Parti nationaliste.